

## SYNTHESE GENERALE

Les participants ont été accueillis à partir de 18h45, avec remise de la brochure du thème, de la Charte du Grand débat, d'un stylo et de post-it et sont dirigés vers l'amphi 360.

La réunion est ouverte par le Maire. CLMN présente l'équipe d'animation, informe sur les règles du Grand débat et sa Charte, présente son animation et le déroulé de la soirée.

Le travail en atelier qui suit est restitué par ses animateurs.

A l'issue de ce temps d'atelier, un dernier temps réunit tous les participants en assemblée plénière dans l'amphi 360. La parole est donnée à la salle pour une expression sur l'organisation de la RIL puis aux animateurs pour la synthèse des travaux de chaque groupe. La réunion est clôturée par le Maire de CAEN (applaudi pour son choix de participer au Grand débat).

L'ambiance générale est sérieuse et détendue. Les animateurs relatent une expression foisonnante, des interventions multiples, un public satisfait et trois groupes ont mentionné que leur atelier s'est terminé par des applaudissements.

## RESTITUTION DES CONTRIBUTIONS EN ASSEMBLEE PLENIERE SUR L'ORGANISATION DE LA R.I.L.

- Ce n'est pas un débat mais des paroles tournantes ; pas de contradictions possibles
- Grand débat : terme trop pompeux ;
- Discussion intéressante ; les débats des ronds-points ne se sont pas arrivés dans les échanges ; décalage entre le mouvement initial et les questions posées
- Dans notre groupe, pas de gilets jaunes (regret ?)
- Permet à ceux qui n'ont pas de gilets de côtoyer ceux qui en ont
- Pour un grand débat, besoin de temps, ; explications très partielles du ressenti ; révélateur de nos fractures ; les français ne se parlent plus ; il y a non pas Une fracture sociale mais Des fractures sociales.

## SYNTHESE PAR ATELIER

### **GROUPE « Salle Buffet »**

Animateurs : Pascale C. et Virginie T.

### SYNTHESE

Groupe constitué d'un peu plus d'une cinquantaine de personnes, beaucoup de retraités, de la fonction publique, quelques (5,6) jeunes....

Nous étions deux animatrices, l'une distribuait la parole, l'autre proposait de résumer en quelques mots ce qui venait d'être dit pour l'afficher au tableau, un 3ème notait in extenso au paperboard. (Une personne nous a ensuite, également, donné des notes très complètes à la fin de l'atelier)

Nous avons prévu le travail en deux temps : l'un consacré au constat et l'autre aux propositions, mais très vite nous nous sommes adaptés aux prises de paroles qui concernaient les deux aspects simultanément.

Ambiance sereine, une prise de parole forte et critiquant le temps de parole minuté (puis le temps étant suffisant, tout ceux qui souhaitaient parler ont pu le faire et à plusieurs reprises) certaines prises de paroles très argumentées, quelques personnes laissant des contributions écrites, un peu d'humour parfois.

Eventuellement émotions manifestées dans la prise de parole ou dans l'écoute.

Dans notre groupe nous avons travaillé à la fois les **constats et les solutions** et la plupart des interventions tournent autour de trois sujets sur lesquels il y a eu un certain consensus.

**Le millefeuille administratif** en demandant à la fois une clarification et une simplification du financement public et des compétences et une amélioration de l'accessibilité aux administrations.

Le deuxième point important c'est **le rôle d'Internet** :

Internet qui est reconnu comme étant incontournable mais source d'inégalités et qui a besoin d'accompagnement

Sinon beaucoup des interventions évoquaient l'importance de l'humain, l'importance du contact l'importance de la parole, l'importance de la proximité et la plupart des exemples donnés concernent **l'éducation nationale** et **l'hôpital** en réaffirmant le rôle de l'humain aussi bien du côté de l'usager que du soignant.

## CONSTATATIONS ET PROPOSITIONS

Toutes les rubriques du thème ont-elles fait l'objet de contribution ou d'échange ?

### 1. Les constats et propositions concernant l'organisation administrative

#### 1.1 Les différents échelons administratifs

##### Constats :

- Qui fait quoi ? Multiplication des structures, manque de transparence sur l'utilité des structures et de leur budget. Pas assez de contrôle ni assez d'évaluation à chaque échelon.
- Quel est le pouvoir de la Cour des Comptes ? Ils font des rapports qui ne sont pas suivis d'effet. (Exemple du dossier sur le médicament à l'unité.)
- Parfois les hauts fonctionnaires priment sur le politique, ils sont indébouillonnables et leurs salaires sont trop élevés.
- L'administration « se gave »
- Renforcement des fonctions régaliennes.

##### Propositions :

- Réformer, diminuer le millefeuille administratif et supprimer les doublons.
- Optimiser l'essentiel, privatiser l'accessoire.
- Supprimer les comités Théodule qui ne servent à rien. (Il y en aurait 600)
- Démocratiser le recrutement des grands corps de l'État. Recruter des hauts fonctionnaires contractuels pour éviter le « pantouflage »
- Faire appliquer les sanctions préconisées par la Cour des Comptes.

## 1.2. Les collectivités territoriales

### **Propositions :**

- Réduire le nombre de communes, supprimer le cumul des mandats et le cumul des rémunérations. Renforcer le pouvoir des régions et renforcer la fonction publique territoriale.
- Donner plus de pouvoir aux régions.
- En supprimant les communes on récupérerait beaucoup d'argent.
- Supprimer les départements.
- Attribuer le budget de fonctionnement plutôt au niveau de la commune et le budget d'investissement plutôt pour l'intercommunal.

## **2. Les constats et propositions concernant les services publics**

### 2.1. Accessibilité

#### **Constats :**

- Problème du téléphone, à la fois le surcoût et personne au bout du fil .

#### **Propositions :**

- Il faudrait passer une information générale dans la presse et les journaux municipaux pour recenser tous les lieux d'accueil avec les personnes ressources et ne pas détruire tous les guichets d'accueil et instaurer des guichets uniques où l'on peut faire toutes ces démarches.
- Les services publics assurent l'intérêt général et doivent être en expansion.
- Créer un guichet unique avec fléchage des budgets.
- Utiliser un bus itinérant en milieu rural pour les services publics.
- Ouvrir des maisons d'accès aux services publics avec fonctionnaires pour aide personnalisée.
- Ouverture des services publics le soir, le dimanche.
- Simplification des démarches, la complexité a un coût.

### 2.2. Internet

#### **Constats :**

- Problème de la fiabilité des informations des sites des services publics, de l'inefficacité de l'administration : un exemple, on trouve aujourd'hui des offres d'emploi sur le bon coin et non plus à Pôle emploi. Un sentiment d'être à la merci de l'administration alors qu'elle devrait être au service des gens. Est-ce que l'accès au droit pour tous est atteint ?
- Internet c'est épouvantable
- Internet c'est incontournable.
- De nombreuses personnes dans les quartiers populaires aussi bien que dans les communes rurales se plaignent des difficultés rencontrées lorsqu'il faut passer au numérique. On a personne au bout du fil (taper 1, taper 2, taper 3) et lorsqu'il faut remplir sa déclaration d'impôts, faire des demandes diverses, accéder à Pôle emploi, à la prime pour l'emploi, au chèque énergie etc.....
- La fracture numérique se fait cruellement sentir, les gens en ont marre de ne pas avoir un interlocuteur qui puisse les écouter et les aider à résoudre leurs problèmes. Les

habitants sont démunis par rapport à ce nouveau mode de communication sur Internet et à la dématérialisation de tous les documents .

- L'accès au numérique n'est pas suffisamment soutenu pour que chacun ai la possibilité d'être aidé. Les délais d'attente pour un dépannage téléphonique ou un renseignement sont insupportables ce qui donne une impression de mépris pour ceux qui ne suivent pas. C'est comme les caisses rapide des supermarchés ça augmente la suppression des emplois.
- Il y a une grande inégalité de l'accès aux services publics avec Internet.
- Il y a également des risques sur Internet, de fraude avec la présence d'opérateurs privés qui demandent de l'argent. (Ex : la carte grise )
- Pour les jeunes de milieux défavorisés, l'accès Internet rend l'accès au service public difficile.

**Propositions :**

- La justice sociale, l'accès au droit pour tous exige la mise en place partout des accès Internet avec des guides compétents. / On pourrait les appeler « mairies »
- Il faudrait mettre plus d'humain et moins d'Internet.
- Mettre en place l'accès à Internet partout avec des interlocuteurs, travailler l'accessibilité d'Internet, la lisibilité des pages d'accueil et l'ergonomie des sites.

2.3.Evolution depuis plusieurs années

**Constats :**

- Qu'est-ce qu'on attend des fonctionnaires ? Quelle valeur attendons-nous de leur part ? équité, impartialité ? Evolution inquiétante étant donné le nombre de contractuels important dans la fonction publique.
- Les services publics sont très hiérarchisés : plus on est en bas de l'échelle sociale et moins on a le droit à l'erreur. La réglementation est de plus en plus importante ou vécue comme telle, sentiment de rigidification et complexité des réglementations.
- Inégalités homme/femmes.

**Propositions :**

- Réintégrer des services privatisés dans le public, privilégier les effectifs sur le terrain dans les écoles et dans les hôpitaux.
- Rendre les services publics plus fluides, plus attentifs aux besoins des personnes et éventuellement gratuits (transports en communs).
- Diminuer les coûts de gestion des services publics.

2.4.Les difficultés rencontrées :

Particuliers : formation, scolarité, emploi, retraite, santé, handicap

**Constats :**

Problème de pouvoir d'achat

Malaise dû à des toutes petites choses de la vie.

L'armée remplit des missions qui ne sont pas les siennes (police)

- Education nationale :

Manque d'évolution dans l'éducation nationale, salaires trop faibles.

- Transport en commun :
  - attente trop longue pour les transports en commun (twisto).
  
- Santé :
  - **A l'hôpital** l'organisation des soins d'urgence est problématique, et le temps de travail des salariés pose question. Milieu accidentogène.

**Propositions :**

- Education nationale :
  - Initier les élèves au fonctionnement de l'État pour sortir de l'opacité avec contrôle des connaissances et initiation sur Internet.
  - Service civil au service de l'éducation civique.
  - Réévaluer le salaire des enseignants, comparer et s'inspirer du modèle allemand où à salaire plus élevé correspond une présence des enseignants toute la journée.
  
- Emploi
  - Développer les aides au service de l'emploi et non au service des entreprises.
  
- Armées
  - Quant au service public des armées, revoir l'utilisation des impôts pour des missions comme celle de développer la bombe atomique
  - Appliquer aux armées les normes de la COP 21.
  
- Transport
  - Renationaliser les autoroutes : « beaucoup de personnes critiquent la décision d'avoir vendu les concessions d'autoroute au privé » (délégation de service public). L'augmentation des tarifs profite aux actionnaires mais pas au public. On peut aussi se poser la question de la qualité de l'entretien et des services proposés alors que c'est un monopole qui peut être considéré comme un service public.
  - L'objectif est que l'État rachète les concessions  
Première action faire le bilan des durées des concessions et en temps utile, de relancer la fin des concessions et le rachat par l'État. Pour cela on pourrait lancer un **grand emprunt** avec un taux d'intérêts qui incite de nombreux citoyens à s'engager dans cette direction et au final cela montrerait que les citoyens prennent en main la qualité et le coût de leurs déplacements.

Entreprise : création, recrutement, formation, rémunération, cessation d'activité, handicap

**Constats :**

- Création :
  - Complexité des aides pour la création d'entreprise .

**Propositions :**

- recrutement
  - Améliorer le service aux entreprises et favoriser l'emploi. Provoquer un cercle vertueux, sortir du chantage à l'emploi.

2.6 Les points de satisfaction :

### 3. Autres

**Constats et Propositions** concernant d'autres thèmes :

- Fiscalité et dépenses publiques
- Quelques contributions évoquent la fraude fiscale et le temps que les agents des impôts vont récupérer avec le prélèvement à la source pour contrôler ces fraudes.
- Démocratie et citoyenneté
- Manque de confiance dans la parole de l'État et manque de parole de celui-ci, l'exemple donné étant celui de l'évolution des retraites.
- Quelques contributions expriment l'attachement aux élus de proximité, demandant où sont les jeunes,
- La diminution du nombre et du rôle des partenaires sociaux (ordonnance Macron)
- Le rôle du maire est essentiel pour la proximité pour l'humain.
- Il faudrait que le maire puisse être député car avoir un engagement local c'est important pour comprendre ce qui se passe sur le terrain. Et pourtant un député qui fait bien son boulot n'a pas le temps d'être sur le terrain.

**GROUPE « Cafétéria »**

Animateurs : Bruno B. et Dominique M.

**SYNTHESE**

Groupe comportant quelques porteurs de gilets jaunes, une personne qui a parlé en tant que syndicaliste une autre en tant que sociologue et une majorité de personnes de plus de 40 ans. Le groupe s'est interrogé à plusieurs reprises sur les manières de rétablir un axe horizontal dans la verticalité de l'Etat et de réinsuffler de l'humain et de la proximité dans l'organisation de l'Etat et l'administration des services publics vécue comme une organisation technocratique dans laquelle la ressource humaine est mal gérée (faible productivité).

Dans la phase des constats, les participants ont été frustrés, de donner leurs contributions sans pouvoir se répondre (débatte). Ils ont enrichi la phase des propositions par une mise en commun de leurs objectifs et moyens. Une idée a paru fédérer : celle de revaloriser l'échelon local dans l'organisation de l'Etat au niveau de la décision, des services et du financement. « *Il faut ajouter de l'horizontalité dans la verticalité de l'autorité de l'Etat et partir des territoires.* »

Plusieurs contributeurs se sont inquiétés de l'efficacité de l'argent public et de la transparence de l'Etat dans la décision et dans l'utilisation de l'argent public.

Tous ont appelé à plus d'humanité dans les services publics.

La question de la réforme des grandes écoles de l'administration a beaucoup préoccupé. « *il faut former des citoyens de haut niveau, pas des technocrates de haut niveau* ».

Il y a eu consensus sur la demande d'accompagnement à la mutation technologique des services publics.

**CONSTATATIONS ET PROPOSITIONS**

Les contributions du groupe « Cafétéria » ont porté autant sur l'organisation administratives que sur les services publics.

**2. Les constats et propositions concernant l'organisation administrative**

2.1 Les différents échelons administratifs

**Constats :**

- L'Etat manque d'humilité et de vertu
- Jacobinisme d'Etat

**Propositions :**

- Ajouter aux valeurs républicaines l'humilité, la vertu et l'humanité
- Dans la fonction publique d'Etat, remettre de l'humain et de la citoyenneté dans la formation technocratique des hauts fonctionnaires et inclure la connaissance de la vie quotidienne des citoyens dans la formation/ à l'intérieur des grandes écoles de la fonction publique (ENA, ENM) former dans la vie réelle et pas seulement dans le corpus existant et dogmatique / former des « citoyens de haut niveau plutôt que des technocrates de haut niveau », l'enseignement à l'ENA ne doit pas oublier la notion de Service public et sa valeur/se confronter à la réalité en vivant un an avec le SMIC
- Promouvoir la diversité dans le recrutement, supprimer le corporatisme, l'effet de meute lié à l'ENA / modifier le recrutement à l'ENA et favoriser le renouvellement des élites
- Réformer la gestion des ressources humaines de l'Etat et la rapprocher des territoires

## 2.2 Les collectivités territoriales

### Constats :

- Trop de strates dans le millefeuille
- Perte de pouvoir des communes dans les regroupements pour la gestion des déchets, de l'eau. Il y a perte de démocratie quand on réduit les échelons.

### Propositions :

- Donner le pouvoir aux citoyens dans les communes et donner le pouvoir aux communes en priorité sur l'Etat – Rétablir de l'horizontalité par la responsabilité du citoyen dans la gestion de la cité et dans les choix politiques – Imbriquer les strates en commençant par le bas
- Aller vers un fédéralisme à l'intérieur de la France
- Il y a trop d'échelons dans le millefeuille de l'organisation de l'Etat. Il faut privilégier la Région et la Communauté de communes.
- Penser à réduire les échelons mais aussi le nombre d'élus
- Pour réformer le modèle français, s'inspirer des expériences positives des autres pays
- Revoir toute l'organisation pour réduire l'écart entre les classes sociales

## 3. Les constats et propositions concernant les services publics

- Ne pas oublier la question : que doit l'Etat au citoyen en matière de service public ? L'éducation et la santé oui. Le courrier ? Le financement des S.P. crée la pression fiscale.
- Demande de transparence de l'Etat dans le financement des services publics et du coût du service apporté aux citoyens
- Communiquer sur le coût réel des services apportés aux citoyens (une journée d'hôpital, par exemple)

### 3.1 Accessibilité

#### Constats :

- Carence d'accueil physique : les services publics ne sont plus accessibles physiquement. L'accès par téléphone est payant et obligatoire pour un RV et les lignes ne sont pas accessibles avec les cartes de téléphone prépayées

#### Propositions :

- Rétablir un accès aux services publics adapté aux contraintes individuelles du citoyen (horaires inadaptés aux personnes qui travaillent, services fermés à 16h30 !)
- Créer des maisons des services publics dans les territoires ruraux, sur le modèle des maisons de santé
- Souhait de services publics de proximité, au service des citoyens, avec du personnel compétent et bien payé

### 3.2 Internet

#### Constats :

- Internet est bien pour les jeunes mais inaccessible pour les personnes âgées. Il faut laisser un accueil physique pendant une génération.
- l'accès aux services publics est imposé : tout par internet. Aucun accueil physique. Les portes des administrations sont fermées. Il n'y a pas de choix de l'accès.
- La deshumanisation du service public a été imposée sans consultation des citoyens.
- En milieu rural, faute de réseau internet, le problème d'accès est renforcé

**Propositions :**

- Sur la nouvelle organisation numérique des services publics, évaluer son efficacité et rétablir une présence physique dans des maisons de proximité
- Organiser les services publics au plus près des citoyens, au niveau des territoires et des bassins d'emploi et de vie
- Accompagner à la mutation technologique des services publics, notamment les générations seniors

3.3 Evolution depuis plusieurs années

**Constats :**

- Gaspillage de temps dans la fonction publique, la productivité est à améliorer et il faut réduire les strates.
- Les soins se dégradent à l'hôpital. On ne parle pas des moyens
- Education : les enseignants sont sous-payés et non reconnus/ anormal qu'un étudiant sortant d'école d'ingénieur gagne plus que son professeur
- Il n'y a pas une fracture sociale, mais des fractures sociales ; coupure entre les générations

**Propositions :**

- Priorité au SP de l'éducation nationale
- Donner les moyens au service public de la Justice
- Se responsabiliser en tant que citoyen et s'occuper soi-même des choses de la cité et des services publics (ex. : ne pas laisser les poubelles renversées, venir en aide) rétablir une réciprocité : droits et devoirs

3.4 Les difficultés rencontrées :

particuliers : formation, scolarité, emploi, retraite, santé, handicap

**Constats :**

- Scolarité : la présence des surveillants dans les établissements scolaires a disparu. Elle était une présence adulte hors enseignants qui manque aujourd'hui
- Dans l'éducation nationale, il manque 200 AVS dans le Calvados et leur rémunération est indigne. Dans le second degré, 2 400 postes sont supprimés. La réorganisation dépend des moyens, pas de la concentration.
- Emploi : l'urgence, c'est l'emploi des jeunes
- Le service public des transports en commun est bradé, privatisé, réduit. Le véhicule personnel est nécessaire en milieu rural.
- Les économies sont demandées aux administrés. Quid de l'Etat ?

2.5 Les points de satisfaction :

particuliers : formation, enfance, emploi, retraite, santé, handicap

**Propositions :**

- il faut conforter le modèle social existant en l'adaptant et créer des services publics de proximité dans les bassins de vie et d'emploi et maintenir le financement par l'impôt et l'usager

entreprise : création, recrutement, formation, rémunération, cessation d'activité, handicap

**Constats :**

- ne pas oublier que c'est l'entreprise qui crée la richesse des services publics

**Propositions :**

- enseigner le fonctionnement de l'entreprise à l'école

**3. Autres**

**Propositions** concernant d'autres thèmes :

- Fiscalité et dépenses publiques
  - Effort de communication de l'Etat sur les charges de l'Etat et la répartition de l'impôt (art. 13 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen) y compris pour ceux qui n'en payent pas
  - Baisse de l'écart social par la réduction des profits et la chasse à la fraude fiscale
  - Revoir le système de subventions (ex. immobilier) pour tenir compte des effets négatifs.
  - Demande d'efficacité de l'argent dépensé dans notre pays où les charges fiscale et sociale sont les plus lourdes.
- Démocratie et citoyenneté :
  - tirage au sort pour associer les citoyens aux décisions (avec indemnité) - les élus souffrent du manque de participation des citoyens
  - Former à la citoyenneté dès l'école
  - Former les hommes politiques avec un stage d'immersion dans le SMIC (transformer les carrières en sacerdoce) / Il faut « forcer à la vertu » les élus et rétablir la sanction (ex. : Cours des comptes)
  - Consulter les citoyens par référendum avant certaines décisions comme la vente des « bijoux de famille que l'argent public a créés, comme les autoroutes et les aéroports » – ce qui permettra de justifier les choix
  - Promouvoir une démocratie d'usage plutôt que d'autorité
  - Fonder enfin la première démocratie : des assemblées populaires décidant directement des lois
    - ➔ Ne pas caricaturer les élus, « je ne me sens pas capable de voter les lois. On peut être consulté. Décider, c'est différent. »
    - ➔ Réponse : « nous sommes tous capables de voter les lois – avec l'aide des technocrates »

Contribution écrite 1 : « Organisation de l'Etat :

- ➔ Aller vers un fédéralisme communal
- ➔ On supprime l'aspect décisionnel des élus
  - ⇒ Des AG ouvertes à tous débattent des décisions à prendre à l'échelon local => commune
  - ⇒ Les élus sont seulement chargés d'appliquer les décisions des AG
  - ⇒ Les élus sont révocables par référendum
  - ⇒ Ils ont un mandat unique (non renouvelable ou cumulable)
- ➔ Tout ce qui peut être décidé à l'échelon communal est décidé à cet échelon
- ➔ Tout ce qui nécessite une coopération plus large (énergie par ex.) est discuté par une assemblée d'élus avec un mandat impératif de leur AG locale »

Contribution écrite 2 :

« Pour mieux vivre en démocratie

- Valoriser l'autonomie au profit des structures de base (communauté de communes, département, région) selon le type de priorité :

éducation (local)  
santé (multiples niveaux)  
sécurité  
emploi

et associer à la décision (+ gestion) des citoyens (tirés au sort, responsables)

Pour mieux vivre en démocratie :

Tout élu devrait être mis dans l'obligation de rendre compte périodiquement devant les citoyens de sa circonscription de ses réussites + ou – partielles, des blocages rencontrés, des échecs, des obstacles à contourner... au sein de réunions post-électorales conduites avec la même détermination qui a été manifestée au cours des réunions pré-électorales.

**GROUPE « salle des Chercheurs »**

Animateurs : Ariane W. ET Virginie DC.

**SYNTHESE**

Composition du groupe : une cinquantaine de personnes

Répartition des rôles (parole, écrit) dans le binôme : Ariane anime et Virginie prend les notes en demandant si la transcription correspond bien à l'intervention

Climat de l'atelier : bon enfant et des discussions animées mais sereines

De nombreuses personnes ont insisté sur le fait qu'il peut exister une véritable entraide entre citoyens, ce qui est souvent le cas, dans les villages.

**CONSTATATIONS ET PROPOSITIONS**

Toutes les rubriques du thème n'ont pas fait l'objet de contribution ou d'échange : contributions essentiellement dans les rubriques relatives aux services publics et à la santé

**4. Les constats et propositions concernant l'organisation administrative**

L'Etat :

**Constats :**

- l'Etat ne fait pas face à ses missions de service public
- la politique ne doit pas être un métier
- l'Assemblée nationale n'est pas représentative de la population
- Problème des lois votées pendant la nuit : questionnement quant à leur légitimité et cout engendré par le vote pendant la nuit
- Etat trop dépendant des multinationales
- Problème des privilèges et des avantages dont bénéficient les élus

4.1 Les différents échelons administratifs

**Constats :**

- Multiplications des échelons et des mensonges

**Propositions :**

- Transparence et évaluation des commissions
- Suppression des privilèges des élus
- Les grands fonctionnaires, dont les études sont payées par l'Etat, doivent rester au service de l'Etat
- La rémunération des élus doit être plus en relation avec celle de la population
- Suppression des échelons

2.2. Les collectivités territoriales

**Constats :**

- Beaucoup trop de strates, principe du millefeuille
- l'Etat n'écoute pas le territoire

- Manque de vision globale et de la notion des services de l'Etat chez les élus

**Propositions :**

- Plus de décentralisation à l'image du modèle allemand

<b>3. Les constats et propositions concernant les services publics</b>
--

Services Publics :

**Constats :**

- Complexité du Service public
- Déshumanisation du Service Public
- Horaires non adaptés à la population
- Sentiment de mépris et de colère
- Violence institutionnelle, situation hyper anxiogène
- Dégradation du service public : on est passé de l'utilisateur au client
- On parle des usagers en termes de coût
- Défaut d'accueil des personnes les plus démunies
- Défaut de suivi personnalisé des usagers

**Propositions :**

- Retour à l'humain du service public
- Suivi personnalisé de l'utilisateur : principe du portefeuille pour les agents de l'état (accompagnement de la personne du début jusqu'à la fin)

2.5. Accessibilité

**Constats :**

- Véritable problème d'accès différents selon les territoires : fracture des territoires

**Propositions :**

- Horaires d'ouverture adaptés aux usagers : samedi matin et soirée

2.6. Internet

**Constats :**

- Complexité d'accès à internet pour les personnes âgées, les plus démunies telles que les handicapées
- Coût très important
- Déshumanisation du système
- Absence de confidentialité
- Absence d'accompagnement

**Propositions :**

- Mise en place d'une formation Internet
- Ne pas tout attendre de l'Etat, mise en place d'une véritable entraide citoyenne
- Possibilité de laisser un numéro de téléphone et de se faire rappeler par le service (exemple des Douanes)

- Respect du principe de confidentialité

#### 2.7.Evolution depuis plusieurs années

##### **Constats :**

###### Santé :

- Déserts médicaux
- Problème de la complexité des études de médecine : certains étudiants qui feraient de très bons médecins ne peuvent y parvenir

###### Education Nationale :

- le baccalauréat est un examen devenu trop facile
- les bacheliers n'ont aucun accompagnement pour la spécialisation post bac

##### **Propositions :**

###### Santé :

- Affichage du prix des médicaments et des analyses dans la prescription pour une prise de conscience du médecin et du patient
- Revalorisation des hôpitaux de proximité
- Revalorisation de la prévention dans le cadre santé communautaire
- Incitation installation des médecins pour une installation dans les déserts médicaux
- Obligation pour les médecins de s'installer un certain nombre d'années dans les déserts médicaux, en contrepartie de la gratuité de leurs études
- Plus de structures pour les personnes âgées et les handicapés
- Revalorisation du médecin généraliste

###### Education nationale :

- Revalorisation du baccalauréat
- Plus d'accompagnement des étudiants pour l'orientation post bac
- Revalorisation des filières techniques et professionnelles

### **3. Autres**

**GROUPE « Amphi 166 »**

Animateurs : Joëlle D., Florence L.-L B

**SYNTHESE**

Composition du groupe Quelques gilets jaunes, deux ou trois

Répartition des rôles Florence distribution de la parole et Joëlle restitution et prise de note

Climat de l'atelier très bon enfant, assez apaisé et quelques discussions entre les personnes présentes, pas de tensions et beaucoup de remerciements à la fin de la séance.

Les personnes présentes étaient globalement assez contentes d'être écoutées, de s'exprimer pour certains à plusieurs reprises...

Points de consensus le fait que ce n'est point un débat mais juste des réclamations et une prise de parole

**CONSTATATIONS ET PROPOSITIONS**

Presque tous les sous thèmes ont été abordé mais pas eu le temps de faire le point sur les satisfactions.

Tous les points ont été abordé avec un temps imparti pour chacun. Tout le monde a respecté la parole et beaucoup d'écoute et de réponse spontanées ont été observées.

**5. Les constats et propositions concernant l'organisation administrative**

5.1 Les différents échelons administratifs

**Constats :** Redondances des services administratifs. Les personnes âgées sont perdues.

Suppression des guichets, un vrai problème.

**Propositions :** Réduire le nombre des députés. Et des échelons inutiles au niveau départemental. Communiquer sur les prises de décisions. Garder 200 parlementaires au sénat ça suffit !

Restituer les compétences administratives aux maires.

Diminuer le nombre de sénateurs.

3.2. Les collectivités territoriales

**Constats :** Pas d'interlocuteurs dans les administrations (URSSAF) Pas d'accès à l'info surtout pour les seniors.

Deshumanisation des services, société automatisée

Perte de compétence des maires. Attention aux doublons.

Les petites communes n'ont pas de financement.

**Propositions :** Organiser des relais point info départementaux pour faciliter l'accès et la compréhension du système.

Être représenté par nos maires et non par des représentants politiques éloignés. Nous souhaitons plus de proximité avec nos élus.

Faire des fusions à l'exemple du haut et du bas Rhin.

Supprimer les échelons mais garder la proximité et les relais.

Le numérique a des limites, rendre les services plus humains...

#### 4. Les constats et propositions concernant les services publics

##### 2.8. Accessibilité

**Constats :** Trop de barrières qui ne font pas sens et qui compliquent la vie des citoyens.  
Temps de trajets très fatigant pour accéder aux collèges.  
La décentralisation crée des problèmes et des différences entre les régions.

**Propositions :** Plus près des citoyens, plus humain

Se servir de la capacité des travailleurs sociaux, ou fonctionnaires qui sont des professionnels.  
Formation sur le tissu administratif, pour les jeunes et plus âgés. (L'inclure dans le cursus scolaire).

Améliorer les services et les simplifier, en faisant des relais géographiquement proches et les regroupant.

Garder le service public et ne pas privatiser, pourquoi vendre ce qui rapporte à l'Etat ?  
(Alstom, FDJ...)

Arrêter la privatisation du Service Public

Redistribution du pouvoir, trop régalien.

##### 2.9. Internet

**Constats :** Tout le monde n'a pas accès à Internet (manque de moyens, personnes âgées...)

**Propositions :** Pouvoir accéder plus facilement et gratuitement à Internet. Avoir le droit de ne pas être connecté.

Maintenir un guichet dans les administrations sans passer par internet.

##### 2.10. Evolution depuis plusieurs années

**Propositions :** Faire participer les citoyens à la prise de décision par des groupes de réflexion et des comités de pilotage. Les impliquer plus et recueillir leur avis.

##### 2.11. Les difficultés rencontrées :

Particuliers : formation, scolarité, emploi, retraite, santé, handicap

**Constats :**

- Scolarité : Trop de collègues qui disparaissent et des classes qui ferment surtout dans des ZEP Attention !
- Education nationale : problème de réduction d'effectif
- Emploi :
- Etc.

**Propositions :** Plus de transparence au niveau des formations pôle emploi

Entreprise : création, recrutement, formation, rémunération, cessation d'activité, handicap

**Constats :** Transformation du management.

##### 2.6 Les points de satisfaction :

particuliers : formation, enfance, emploi, retraite, santé, handicap

**Constats :** Plus d'accueil dans les hôpitaux. Accès éloigné aux soins, plus d'hôpitaux et de centres de soins proches. L'écart est énorme. Concernant les pompiers aussi. Mise en danger de la vie des citoyens.

**Propositions :** laisser les médecins gérer et non des gestionnaires qui ne pense qu'à l'argent et non à l'humain.

Ecouter les besoins des habitants

### 3. Autres

**Constats** : L'intelligence collective est menacée. Mauvais management partout.

**Constats et Propositions** concernant d'autres thèmes :

#### Fiscalité et dépenses publiques

**Constats** :

Pays noyauté par la finance. Privatisation massive des hôpitaux, etc..., impôts à la source. Création de noyaux privés qui mettent en danger les services de l'Etat. (Services publics)

**Propositions** :

- Soumettre les résultats de la cour des comptes à l'avis des citoyens.
- Plus de transparence au niveau de la cour des comptes, où va l'argent ? Proposer des audits. Meilleure gestion et participation des citoyens.
- Prise en compte des préconisations de la cour des comptes.

#### Démocratie et citoyenneté

**Propositions** :

Suppression du CESE

Referendum sur la vente des biens de l'Etat.

Faire progresser les idées par les citoyens sur l'évolution de la vie démocratique.

Faire Progresser les idées en impliquant les citoyens.

#### Contribution écrite

1 : Supprimer les avantages des ministres, députés, sénateurs ( ex, l'aide aux obsèques...).

2 : Demande d'informations sur les sites internet des administrations ( urssaf,ces..) non payants et réponse par un interlocuteur.

3 : Conserver le CES en tant que lieu d'évaluation de scénarios possibles en matière de politique économique et sociales en incluant des citoyens tirés au sort.

4 : Rembourser les frais des élus sur factures, avec prix de base

5 : Présence des députés à l'Assemblée Nationale.

6 : 6 millions de fonctionnaires pour 67 millions d'habitants = 10% réduire et alléger A 5% plus de Rationalité.

7 : Simplifier les procédures administratives, faire évoluer les services publics en prenant l'avis des usagers et des fonctionnaires. Redonner une dimension humaine à l'accès aux services P. Stop a la dématérialisation et le tout numérique.

#### Contribution écrite 2 :

1 : Le procédé qui donne accès au SP est trop complexe.

2 : Dissocier les élections présidentielles et les élections parlementaires pour respiration démocratique.

3 : Trouver des interlocuteurs « Inter-administratifs » sur l'ensemble du territoire, au niveau des mairies, des intercommunes, pour faciliter la vie des usagers. Rendre accessible au public les recommandations de la cour des comptes et les confier au parlement.

4 : Accès internet pour tous à bas coût

5 : Au niveau local, créer une journée d'accès ( point info public)avec du personnel assermenté à des horaires compatibles aux salariés, des points poste, des espaces numériques...

6 : Supprimer tout ce dont profitent encore les anciens présidents de la République, députés, sénateurs, etc...à la retraite. Qu'ils soient comme tout le monde au même calcul de retraite. Sans logement de fonction, voiture, chauffeur, secrétaire, garde du corps, etc...

7 : Organisation de l'Etat : Supprimer les sous-préfectures garder les préfectures, supprimer les communes, garder les inter-communes, supprimer les départements au profit des régions et supprimer 50% de l'assemblée nationale pour garder une seule assemblée de députés et de sénateurs

8 : L'administration nous impose internet c'est trop complexe

9 : Pouvoir régalien, 2 mandats maximum. Supprimer l'indemnité du bureau du député qui appartient à l'Etat.

10 : Organisation de l'Etat trop complexe , trop de process, trop de lois, de règles trop de lourdeur administratives.

**GROUPE Amphi 240**

Animateurs : Armelle de L et Denis T

**SYNTHESE**

Le groupe comprenait une cinquantaine de personnes et nombreuses sont celles qui ont pris la parole dans un climat plutôt respectueux.

Une interrogation immédiate a été partagée sur le fait que le thème de la pauvreté n'a pas été au cœur des 4 thèmes choisis pour le grand débat national. Plusieurs interventions ont constaté la complexité de l'accès aux services administratifs et un effet néfaste du numérique dans les services publics. Le manque de lisibilité du service public et un manque d'informations sur les dépenses publiques a été fréquemment souligné. Et enfin une incompréhension a été exprimée sur l'inutilité de certains services publics et l'absence ou la disparition d'autres services jugés indispensables.

Les propositions ont été nombreuses sur l'accompagnement de l'accès aux services publics et une information dès l'école sur le service public et son respect ainsi qu'un encouragement des services locaux bénévoles.

Un soutien fort a été remarqué sur une demande de la participation citoyenne à la définition des indicateurs d'efficacité des services publics et des primes (bonus) des hauts fonctionnaires afin de répondre au besoin de transparence sur les dépenses publiques, tant sur leurs bienfaits que sur leurs abus.

**CONSTATATIONS ET PROPOSITIONS**

**6. Les constats et propositions concernant l'organisation administrative**

6.1 Les différents échelons administratifs

**Constats :**

- Tout ceux qui sont cadres administratifs sont loin du terrain
- L'argent public gaspillé voire détourné et rien n'est fait pour que ce système s'arrête
- Trop de niveau et de complexité dans les compétences des administrations
- Trop de papier au niveau administratif
- La politique d'appel à projets produit beaucoup de travail dans la préparation de réponses par des candidats qui ne seront pas retenus. Ce travail constitue du PIB qui ne sert à rien ni à personne
- Dans des appels à projets pour le service public, beaucoup d'entreprises travaillent sur des projets sans être payées.
- La législation tente de couvrir toutes les réalités et cela crée le sentiment de manque de réalisme des choix publics.
- Les normes à respecter prennent le dessus sur ce qui se vit.
- Le statut des fonctionnaires est inégal : certains sont privilégiés et d'autres sont en précarité.

**Propositions :**

- La base de l'administration devrait encourager la gestion du bien commun
- Redonner du sens aux administrations de proximité
- Empêcher la dérive sur le patrimoine : préserver le patrimoine historique
- Libérer les procédures administratives et le travail des fonctionnaires. Il faut stopper les décisions prises sans en mesurer leurs conséquences type mutualisation avec alourdissement des procédures. Revenir à une échelle plus modeste permettrait de gagner en efficience.
- Créer une commission de citoyens pour contrôler les indicateurs et objectifs imposés aux services publics
- Limiter l'influence des lobbys sur les ministères
- Limiter le nombre de haut fonctionnaires placés par les multinationales
- Créer un ministère anticorruption de l'éthique de l'égalité
- Bien positionner l'usage de l'intelligence artificielle pour l'État à rendre service à la population et non à la soumettre
- Afficher les coûts de fonctionnement faciliterait peut-être le consentement et Il éviterait peut-être les fantasmes sur « l'impôt qui engraisse les élus les hauts fonctionnaires les cadres etc. »
- Devant la complexification des services publics judiciarisation règle procédures etc. Et l'automatisation d'un certain nombre de tâches il faudrait remettre les ressources humaines au contact des usagers
- Des médiateurs des services publics pour garantir, tendre vers une plus grande égalité d'accès aux services publics pour les populations les moins automnes, les moins informées, les plus pauvres
- Ne pas déshumaniser les services publics

- Former les agents des services publics à l'écoute
- Les maisons de services publics sont une bonne initiative si elles sont suffisamment réparties sur le territoire
- Renforcer la place de l'utilisateur qui doit pouvoir s'engager à être un super usager du service public.
- Arrêter avec les décisions prises à Paris sur proposition de haut fonctionnaire qui font leur la logique gouvernementale de réduction des coûts
- Les acteurs de terrain, les fonctionnaires doivent être associés aux études et aux prises de décision concernant leurs services publics respectives. Il faut aussi leur donner une autonomie dans la mise en œuvre de service public en faisant aussi une place aux personnes qui ont besoin de ses services publics
- L'économie dans les services publics : combien coûte-t-elle ? Mesurer les coûts induits par ces économies et le communiquer en même temps et évaluer objectivement
- Rendre l'argent de nos impôts qui ne financent pas les services publics mais le CAC 40
- Créer des commissions citoyennes qui puissent contrôler les décisions des politiques sur les services publics.
- Mettre en place un système de veille des rémunérations des cadres supérieurs dans les services publics. Donner une autonomie dans la mise en œuvre de l'autorité des services publics.
- Évaluer la délégation de service public au privé, en terme de coût. Mettre en place un comité d'utilisateur.

## 6.2 Les collectivités territoriales

### Constats :

- La décentralisation est inaboutie et les mutualisations locales apporte encore plus de complexité
- Beaucoup d'entreprises ferment car n'ont plus accès à des marchés qui correspondent à leur taille
- La France n'a plus confiance dans les choix locaux
- La judiciarisation de l'action publique a conduit à limiter toute décentralisation des choix public.
- On est perdu. Qui est l'interlocuteur ? L'État a de moins en moins de compétences Les collectivités territoriales ont de plus en plus de compétences
- Des parties entières du territoire français en réflexion
- Fracture territoriale. Aucun remplacement mise en place face à la fermeture des services publics

### Propositions :

- Que des politiques courageux engagent une réforme de l'État avec une suppression de certains services territoriaux pour valoriser les services essentiels au pays
- Poursuivre la décentralisation pour tout ce qui n'est pas nécessaire de gérer au niveau de l'État central ou service déconcentrés : principes de subsidiarité, proximité, compétence exclusive, clarification
- Mener la décentralisation jusqu'au bout
- La décentralisation peut-être un moyen de (re)développer une politique de subventions avec des partenaires de confiance
- Donner une compétence à chaque collectivité et qu'elle puisse aller jusqu'au bout
- Besoin de plus de décentralisation et de prise de décision locale dans notre pays jacobin
- La décentralisation doit être mieux menée.
- À l'échelle de l'intercommunalité, redonner les moyens aux services publics en proximité immédiate pour la transition écologique.
- Revaloriser tout le travail des associations locales : c'est le rôle de la région.
- Créer des maisons de service public couvrant tout le territoire, avec une permanence tournante de professionnels.

## 7. Les constats et propositions concernant les services publics

### 7.1 Accessibilité

#### Constats :

- Trop de papier au niveau administratif
- Le citoyen a de plus en plus de mal à s'y retrouver en contactant une administration
- Impression que la personne qu'on a au téléphone ne peut pas répondre
- Inégalités d'accès aux services publics. Tout le monde n'a pas accès aux services publics.
- Développement d'Internet mais en parallèle et obligatoirement, faire en sorte que les services publics soit aussi accessibles avec un lien humain
- Service numérique pas accessible à tout le monde. Tout est traité par Internet. Trop c'est trop
- Nombreux services publics dématérialisé : tout le monde n'y a pas accès, cela donne aux personnes un sentiment d'éloignement.

- Raréfaction des services publics de proximité dans les territoires les plus reculés : moins le coût écologique de la distance, l'efficacité, le coût humain, plus coût du travail.
- L'inégalité d'accès au services publics n'est pas seulement territoriale. Plus on est informé, plus on a un capital culturel, plus on est à même d'utiliser les services publics.

**Propositions :**

- Créer un pôle innovation recherche au sein de chaque établissement public, Une équipe de salariés qui se réunit pour réfléchir problèmes rencontrés nous. Amélioration
- Favoriser la coopération entre les différents services publics, Communication directe pour mutualiser les compétences
- Relier les compétences entre les différents services publics pour une communication plus directe
- Il est d'abord nécessaire de redonner aux services publics les moyens de fonctionnement à la hauteur des besoins
- Rappeler le rôle des associations dont les bénévoles s'investissent pour pallier l'absence de certains services. Il faudrait pouvoir les aider en les « épaulant » par un salarié dont le financement serait assuré par la région et par l'état comme par le passé.

7.2 Internet

**Constats :**

- Internet devrait faciliter mais dégradation très importante de l'accès des services publics, éloignement du citoyen
- Le monde évolue rapidement vers le tout numérique. Beaucoup de personnes âgées se sentent de plus en plus démunies face à cela, car de plus en plus isolées.
- Pas assez d'informations de l'État sur la transition numérique
- La dématérialisation des services publics, tout à fait pertinente, pose néanmoins difficulté aux personnes en situation de non maîtrise des usages numériques voire d'illettrisme. D'où problème de non recours aux services et sentiment d'isolement, non compréhension de l'environnement, stigmatisation.

**Propositions :**

- Simplifier les démarches car l'État nous connaît et pourrait récupérer directement différents critères afin d'avoir droit aux différentes aides
- Créer des ateliers d'utilisation et de perfectionnement de l'outil Internet.

7.3 Evolution depuis plusieurs années

**Constats :**

- Les disparités de statut au sens de l'éducation nationale sont injustes et source de fragilisation chez de nombreux professionnels. Ces inégalités de salaires sont fondées sur un principe illusoire de mérite. Cette notion de mérite est biaisée puisque les postes sont réduits et que l'État vise au contraire à alimenter ce vivier de contractuels
- Impliquer des citoyens dans la vie publique en participant à des conseils de services publics de proximité
- Les chantiers publics sont toujours en dépassement des devis effectués
- Réduction des fonctionnaires des services routiers : les travaux ont été transféré au secteur privé
- Service public du domaine routier : dans le passé constitué d'un réseau technique et scientifique très compétent, capable d'élaborer une Doctrine générale. Dorénavant la réduction des fonctionnaires conduit à une prise en main par le secteur privé qui n'ont qu'un souci, la rentabilité souvent au détriment de la qualité des ouvrages.
- Les routes sont par définition un service public. Les prix d'accès (péages) sont de plus en plus chers ! Aberrant !
- Trop de cadres supérieurs administratifs déconnectés des administratifs qui travaillent avec le public et qui leur imposent des règles absurdes. Ils constituent de plus, un coût non négligeable qui rendent les services publics plus onéreux tout en étant moins efficaces.
- On ferme les hôpitaux
- On est plus intelligent pourtant on devient collectivement moins intelligent
- La pauvreté et l'éducation nationale : Disparité des statuts de l'éducation nationale (contractuel, agrégé, certifié) Personnes contractuelles très investies. Comment mieux fonctionner ensemble ?
- On observe un transfert des services publics au service privé : exemple des cartes grises (obligation de payer un supplément d'environ 30 € pour l'obtenir).

**Propositions :**

- Faire gérer l'ensemble du réseau routier par l'État
- Ouvrir davantage de postes de l'éducation nationale pour les contractuels ainsi qu'une vraie formation réduire les inégalités de salaires
- Soutenir les initiatives locales provenant notamment du monde associatif
- La place de l'usager dans les services publics c'est mettre en place un contre-pouvoir un conseil d'usagers pour ne jamais perdre de vue les besoins des usagers bénéficiaires
- On doit davantage informer les classes sur ce qu'est le service public.
- Il faut défendre le statut du fonctionnaire public qui, historiquement, le met à l'abri des pressions locales ou politiques. Le supprimer reviendrait à permettre aux pouvoirs privés locaux d'obtenir jusqu'à des « passe-droits ».
- Renforcer la communication sur la sécurité routière.
- Mettre en place le «LAVIA» système informatique en lien avec des bornes antennes limitant la vitesse des véhicules selon les tronçons et de manière automatique. L'imposer à tous les conducteurs automobiles.

7.4 Les difficultés rencontrées :

**Constats :**

- Développement de l'apprentissage au détriment de l'enseignement public professionnel (l'élève devient un apprenti devant copier ce que fait son maître sans faire appel à une réflexion).
- Corriger les erreurs grossières le fonctionnement de l'administration : on demande aux demandeurs d'emploi de donner leurs revenus tous les six mois.
- Les apprentis ont un statut peu protecteur. En cas de licenciement, ils se trouvent dans l'impossibilité de retourner en formation initiale publique, ce qui risque de développer la précarité et donc la pauvreté
- 

**Propositions :**

- Mettre en place les limitations de vitesse en fonction des départements
- Il y a un flou entre l'école et la mission des parents il faudrait responsabiliser plus les parents dont le rôle
- Augmenter le nombre d'enseignants pour décharger les classes
- Former des maîtres d'apprentissage
- Dans les lycées : mise en avant des cours d'histoire-géographie de français et d'anglais
- Revaloriser le statut d'apprenti pour encourager le jeune qui se forme.
- Valoriser les cours de philosophie pour permettre aux jeunes de penser dans leurs cours.

**3. Autres thèmes**

Démocratie et citoyenneté :

**Constats :**

- Notre société a changé. Au cours des dernières décennies les populations moyennes ont du mal à vivre ainsi que les populations rurales. Du mal à créer des liens
- Une énorme capacité d'entreprendre est présente en France mais il n'y a pas assez de soutien par le bon niveau d'évaluation.
- 

**Propositions**

- Former les jeunes à l'école sur les équilibres économiques, le rôle la fonction et des services publics pour que la démocratie locale puisse s'exercer correctement
- Lutter contre les lobbys qui font les lois ou les empêchent
- Favoriser le bénévolat et par là même le lien social
- Faire appel aux bénévoles
- Beaucoup de retraités seraient prêts à s'engager si ils savaient à qui s'adresser pour cela en fonction de leurs compétences
- Donner des heures d'aide aux jeunes
- Encourager chacun à donner de son temps
- Le vote ne suffit pas il faut participer plus souvent pour que la société nous ressemble

THEME : ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

- Cesser de faire taire les fonctionnaires avec le prétexte d'un devoir de réserve il n'existe pas dans les statuts
- Faire comme en Norvège où les lycéens/étudiants offrent des heures d'appui, de soutien, d'aide aux citoyens en réponse aux dépenses de l'État pour la scolarisation, par exemple une aide à l'accès aux services numériques
- Mettre en place « la journée du bon sens » pour informer sur les dyslexiques, certaines maladies, etc.
- 

Fiscalité et dépenses publiques

**Propositions**

- Renforcer le financement de la recherche à Long terme
- Retrouver du financement public par la taxation des transactions financières (proposition du gouvernement de Lionel Jospin non réalisée)
- Taxation des transactions financières : Ce serait une source de financement
- Prendre l'argent là où il est : limiter le détournement de fonds publics, l'évasion fiscale, les gros profits des firmes du CAC 40
- Aller chercher l'argent là où il se trouve : les riches, le CICE.
- Construire une puissance européenne de l'Intelligence Artificielle qui soit éthique, de recherche et de développement pour contrer les deux géants que sont la Chine et les Usa afin de pouvoir participer à la condition future de l'humain
- Une partie des impôts pourraient être attribuée à une simplification des procédures.
- Modifier la grille du taux d'imposition qui fait que le taux est identique pour une personne au smic et une personne gagnant 63000 euros par mois.

**GROUPE « salle Médiathèque »**

**Animateurs : Jeanne V & François B**

**SYNTHESE**

Le groupe était constitué de 47 personnes, une majorité d'actifs, de nombreux retraités, peut de jeunes ; Quelques intervenants ont revendiqué une adhésion aux « gilets jaunes ».

Jeanne V. a pris en charge la prise en note des interventions, et leur restitution, et François B a animé la transmission de la parole et la reformulation des interventions.

Le Déroulé s'est organisé en deux temps, un premier sur les constats, un second sur les propositions de l'atelier

Le Climat de l'atelier a été courtois, les discussions nourries et posées.

Les constats saillants ont été :

- Attachement aux Services Publics, notamment régaliens (hôpital, éducation, justice, police)
- Attention au morcèlement en cours, les SP sont exsangues, fatigués, à bout
- Besoin de préservation des SP, y compris SP de proximité
- Dans l'évolution nécessaire des SP, conserver humain et pas seulement numérique
- Réforme du millefeuille administratif nécessaire car redondances selon deux aspects :
  - 1 état/région/département/intercommunalité (trop grosses)/communes
  - 2 trop nombreuses administrations, instituts, organes de contrôle, organismes
- Confusion des temporalités élus/administrations

Et les principales propositions :

- Audit-Contrôle-sanction des politiques publiques (plus de pouvoir à Cour des comptes, Transparence des politiques publiques, évaluation des politiques publiques lancées, Introduction de principe du contrôle d'impact sur l'humain),
- Rapport d'activité de mi-mandat des élus
- Proximité des Services Publics : maisons des services avec accès à ces maisons
- Comités de quartier
- RIC pour agir sur les politiques publiques et avant les lois sociales
- Retrouver l'argent là où il est, récupérer l'impôt
- Répartir mieux les moyens humains, financiers et matériels

## CONSTATATIONS ET PROPOSITIONS

### 8. Les constats et propositions concernant l'organisation administrative

#### 1.1. Les différents échelons administratifs

##### Constats :

- Il faudrait plus de cohérence entre l'État et les collectivités pour la lisibilité pour l'utilisateur.
- Les politiques publiques ne sont pas définies dans le temps.
- Des organismes perdurent sans utilité.
- Le temps des élus n'est pas le temps des administrations ou du personnel administratifs :  
les élus sont présents pour un temps trop court par rapport au temps de présence des fonctionnaires ou au temps de réaction de l'administration, c'est là l'origine de l'adage : « les élus passent, les fonctionnaires restent »
- Les fonctionnaires ont leur carrière à faire, certains peuvent faire de la rétention d'information notamment envers les élus, « l'administration est un train qui roule et les élus tentent de sauter dedans ».

Par exemple, le maire n'est pas spécialiste, il est obligé de s'appuyer sur le directeur des services, sur l'administration centrale, ainsi pour un permis de construire, les décisions administratives et l'instruction de la demande se font en parallèle de la décision politique sans aucune logique.

- Il y a un problème de temporalité des élus par rapport à la mission administrative ; alors que le « bien public » existe bien.
- Il ne faut pas opposer l'Administration et les fonctionnaires aux Elus, ils ont des rôles différents : le rôle des élus est d'appliquer les choix, de réformer, de faire évoluer et de faire le suivi de l'application des lois.
- L'Administration et les fonctionnaires ne doivent pas bloquer l'application des lois votées, les décrets ne sont pas publiés.

##### Propositions :

- Les Elus parlementaires doivent être plus transparents : leurs compétences et valeurs devraient être un peu plus clairement énoncées, ils devraient être tenus de rendre un rapport d'activité et un rapport moral à mi-mandat ou tous les ans.  
Peut-être pourraient-ils être révoqués si le rapport moral ne répond pas aux attentes ?
- Il faut rendre obligatoire l'évaluation des politiques publiques. Par exemple, quand on dédouble un poste, il y a lieu d'analyser et d'évaluer le résultat du dédoublement.

- Il faut redéployer les moyens des services publics de l'État, comme des inspecteurs du travail ou des Inspecteurs du fisc pour arrêter les fraudes fiscales et sociales. En effet quand l'Etat recule, la fraude avance.
- La Complexité des administrations doit être supprimée, « simplifier le mille-feuille administratif », clarifier les compétences pour éviter les redondances.
- La simplification de l'organisation ne doit être associée à la suppression des services
- En plus de la « réduction du mille-feuille » il faudrait auditer les agences, organisations, instituts et autres organismes publics et introduire le principe de spécialité pour éviter des projets tels qu'ils sont en cours actuellement où on voit jusqu'à une quinzaine de financeurs !
- Il faut absolument arrêter de confier les marchés publics à l'étranger ou à des entreprises qui ne payent pas l'impôt en France : Amazon et Total ne payent pas en France,
- Amazon a bénéficié d'un million pour s'installer en France et aujourd'hui ne paye pas assez d'impôt.
- L'égalité entre citoyens a comme opposé la suspicion il faut initier au développement clarté, un audit des strates de l'État pourrait être effectué pour aider à simplifier,
- Les salaires des fonctionnaires devraient être connus : clarté et transparence sont demandés sur le salaire des fonctionnaires, surtout les hauts fonctionnaires, car les fonctionnaires de la base n'ont que de faibles salaires.
- Il faudrait renforcer les pouvoirs la Cour des Comptes qui analyse et donne des propositions et devrait pouvoir sanctionner les services défaillants qui ne tiennent pas compte des observations.
- Il est étonnant de relever que la dépense publique n'a pas augmenté alors que la France est plus riche : la France devrait reprendre le rôle de l'État providence notamment pour l'hôpital et l'éducation, réinjecter de l'argent là où sont les besoins, dépenser pour créer des emplois, ce qui crée de la consommation et la richesse augmente

#### 4.2. Les collectivités territoriales

##### **Constats :**

- Les Départements l'Etat et les Région agissent parfois ensemble, c'est redondant : pourquoi décentraliser et continuer à être présent à tous les niveaux? Il faudrait arrêter les redondances.
- Parfois sur une réunion il y a des représentants de toutes les collectivités qui ont les mêmes compétences techniques, il pourrait y avoir une mutualisation.

##### **Propositions**

- Les communes devraient organiser le rapprochement des services
- Des maisons de service globales, notamment dans les campagnes, doivent pouvoir être créées et rendues accessibles : si c'est trop loin, des taxis emmèneraient les personnes aux maisons de service et les horaires de ces maisons doivent s'adapter au public et à ses contraintes.

- Il est proposé de faire des réunions de quartier pour que l'expression des besoins concrets puisse se faire jour.
- Les communautés de communes doivent cesser leurs croissances, elles prennent trop d'importance, sont de trop grande taille : mutualiser les besoins, ; c'est bien mais c'est maintenant trop grand, alors avant d'étendre, il faut réfléchir à la proximité du citoyen.
- Il y a un besoin de-simplifier le millefeuille des collectivités : départements, régions communes : on peut supprimer les départements et redéployer les fonctionnaires départementaux dans les mairies, par exemple dans les maisons d'accès au service public.
- L'État gagnerait à renforcer la régionalisation

## 5. Les constats et propositions concernant les services publics

### 2.12. Accessibilité

#### Constats :

- Les différents services centraux de l'État, pour la neutralité leur indépendance, sont à conserver ; il y a un attachement à l'organisation du service public à la française, proche est accessible
- les administrations territoriales territoriaux doivent être responsables, notamment de leurs décisions et de leurs réponses faites aux électeurs
- Il y a un grand besoin de service public d'Etat , car ceux-ci ne sont pas remplaçables : juges, professeurs, commissaires et dans leur plus grand nombre, il travaillent sans souci de leur carrière ; les policiers n'ont rien de comparable avec un vigile , les médecins du CHU rien de comparable avec un médecin privé.
- Il faut conserver une Police, elle risque d'être remplacée par des gardes privés.
- Dans l'éducation nationale, on a ressenti une pression. Dans la police et à l'hôpital, à la poste, c'est pareil Or les fonctionnaires doivent être utiles, efficaces sans notion de rentabilité.
- Dans l'université on sent la pression financière dans les dotations ; les universités ont été autonomes, jusqu'à ce qu'elle soit en voie d'indépendance.
- Le service public ne l'étant plus va revenir plus cher.
- Les services publics sont victimes de la loi du marché ils sont désorganisés appauvris
- On laisse entrer des prédateurs dans les hôpitaux (les cliniques) les télécoms (Orange par rapport à France Telecom) on privatise par exemple pour avoir sa carte grise on doit faire appel au privé ! il faut rétablir les services.
- Les services publics sont détricotés au profit du privé et tout service public ayant une valeur marchande est soldé
- Chez les fonctionnaires, il y a des habitudes, des transmissions et des rétentions : les fonctionnaires ont du pouvoir et ils se protègent. Ceci a un effet délétère ; « j'en ai entendu un dire en « je deviens bête et discipliné devant l'ordre d'un premier

ministre» et dans cette administration, après avoir drastiquement gelé les postes, au bout de 18 mois, 20 personnes ont été embauchées

**Propositions :**

- À propos de la délégation de l'État : Avant, on disait que pour qu'une entreprise marche il lui faut garder ses salariés ; pour la fonction publique, c'est pareil, et on devrait garder les fonctionnaires ; calquer le service public sur le privé n'est pas bon.
- Toute personne doit pouvoir avoir accès à une « maison de service » pour les formulaires, les explications, les prises de rendez-vous
- Arrêter de vendre ces services ou activités publics qui rapporte de l'argent. Exemple les autoroutes sont privatisées : racheter les autoroutes, ne pas vendre les aéroports, conserver à l'État ce qui lui rapporte.
- Accès aux services publics : l'aménagement du territoire pose problème car la tendance est à la centrifugation avec la création de grosses métropoles alors que pour meilleur accès au service public il faudrait revoir le modèle de développement territorial

2.13. Internet

**Constats :**

- Contrairement à ce qu'on croit, Internet n'est pas gratuit, Internet n'est pas le Graal, ni en médecine ni en justice et il est dangereux de penser qu'Internet est la solution
- Pour les usagers, certes il n'a l'accès Internet pour la plupart mais pas pour tous, mais conserver le rapport usager/fonctionnaires est important. Par exemple, la carte grise n'est plus gérée en préfecture !
- La fracture numérique existe bien et les privés s'en mêlent, c'est anormal. Un accès physique aux services publics à conserver.
- Attention : le technologique c'est le moyen le plus contestataire et indifférent qui soit ! Or, sans homme à côté de la machine l'Administration n'est rien.

**Propositions :**

- Il faut se garder du tout numérique : aller vers le numérique mais garder les gens - comme image : « remettre un pompiste à chaque station essence »
- Il ne faut pas opposer Internet et l'humain : Par exemple l'intercommunalité, c'est bien et on devrait mettre à disposition des gens un jour ou deux par semaine dans chaque commune, on doit pouvoir concilier humain et modernité
- Revenir un service public avec un accueil plus humain pour comprendre les difficultés
- Organiser un audit régulier de l'efficacité de l'État. Par exemple : dans le cas d'Internet, répondre à la question : le numérique répond-il aux besoins ?

2.14. Les difficultés rencontrées :

Particuliers : formation, scolarité, emploi, retraite, santé, handicap

**Constats :**

- Santé
- À l'hôpital, mais le constat est plus large qu'à l'hôpital : « on est mangé par un système qui nous écrase et nous ronge »
- Il ne faut pas supprimer les petits métiers, la cohésion ces services fait tourner le système : il faut remettre de l'humain dans l'hôpital, lingère, ambulancier, agent de sécurité, et ne pas y laisser que les soignants car l'hôpital est une communauté.
- À l'hôpital la tarification à l'acte a produit le morcellement c'est morcelant même d'avoir pensé à cela ! Un directeur est nommé pour « sortir » de l'hôpital tout ce qui n'est pas du soin, par délégation de service public et c'est du morcellement les ASH sont morcelées alors même que les fonctionnaires sont attachés au public. on a oublié que tout service a un coût mais l'hôpital est exsangue il y a des divisions entre les personnels. Les directeurs d'hôpitaux font carrière et pilotent momentanément alors que les fonctionnaires hospitaliers au contact des patients, eux, restent et sans concertation.
- Lors de la décentralisation, il convient de penser à harmoniser les pratiques entre les collectivités et avec l'État. Par exemple, la pratique de la MDPH du Calvados présente des disparités dramatiques par rapport à celle de la Haute-Loire.

Etc.

**Propositions :**

Education nationale

- Il y a un problème générationnel et décisionnel : les valeurs données à l'école sont perdues, les Français de moins de 40 ans ne peuvent pas réagir comme les Français plus âgés, il faut renforcer l'école et les valeurs qui y sont données

Emploi

- Le fonctionnariat est figé, trop statique ne peut évoluer du fait des statuts.
- Les citoyens demandent des services publics, les dirigeants leur répondent en face « il y a trop de fonctionnaires » Aujourd'hui, les services publics n'en peuvent plus, les fonctionnaires n'en peuvent plus.
- Il y a des gens qui délivrent le service public (infirmier policier etc). il y a par ailleurs un autre groupe dans l'administration et ceux-ci se servent de leur statut : il y a lieu de limiter le nombre des administratifs par rapport à ceux qui délivrent effectivement le service public
- Il est important de préserver le statut des fonctionnaires du service public : leur mobilité est difficile par rapport au privé, le statut des fonctionnaires serait à protéger car en ce moment on passe à une gestion managériale qui va au profit du privé. Les services ressentent un mal-être car le management est difficile.
- Leur statut sert par ailleurs à certains fonctionnaires pour leur carrière.

- Carriérisme des fonctionnaires ? Le service public subit des techniques managériales parfois plus fortes que dans le privé. Ceux de catégorie C sont au SMIC ! Les carriéristes sont les hauts fonctionnaires.
- Il y a plus de besoin dans les hôpitaux, l'éducation et la répression des fraudes mais la suppression des services non nécessaires n'est pas acceptée. Les fonctionnaires régaliens devraient perdurer les fonctionnaires techniciens peuvent appartenir au privé ou public. Il faudrait casser les corps de l'État pour faire évoluer le fonctionnariat.

#### Santé

- CHU et CHR pourraient être financés par cotisation

3. Autres
-----------

#### Constats :

- les services publics sont exsangues affaiblis, les fonctionnaires sont démotivés, les choses ne peuvent continuer comme ça.
- Où est l'argent ? dans des coffres en Suisse, dans des optimisations fiscales, chez les tricheurs, dans les paradis fiscaux : il faut aller chercher l'argent là où il est.
- Les services publics c'est très protéiforme car l'État a confié des missions à beaucoup d'instituts organismes agences institutions dont l'État a perdu le contrôle : il faut, il y a un besoin de vérification et de réappropriations par l'État. De plus, il y a redondance parfois incompétences et un gâchis d'énergie humains et financière. Par exemple, agence régionale de l'environnement qui coexiste avec les services départementaux.
- Il y a des corporations qui n'ont aucun espoir de promotion.
- Il faudrait que les fonctionnaires ne bloquent pas l'application des lois
- Les services publics diminuent or les impôts ne diminuent pas !
- Le millefeuille législatif ne simplifie pas la loi. Par exemple, la loi anticasseurs est inutile.

#### Propositions

- Compte tenu du PIB, il faudrait redistribuer la richesse comme avant et que le partage revienne à 70 % comme c'était le cas avant.
- Récupérer l'argent là où il est
- Mettre en place le RIC : pour des propositions et des votes pour réformer le pays
- Il y a cependant une méfiance démocratique. Le référendum initiative citoyenne RIC ne doit pas conduire au populisme possible, cf exemple du brexit
- Il faut penser à introduire le principe d'Impact sur l'humain et son contrôle : dans la loi, l'analyse d'impact humain des mesures prises doit devenir obligatoire

- Comme les artisans qui travaillent en collectivité, cerner les pbs et faire remonter : instaurer des boîtes à idées et que chacun puisse demander à exprimer ses besoins
- Non à « action publique 2022 »
- Des agents de sécurité privée vont remplacer les policiers

**Propositions** concernant d'autres thèmes :

Fiscalité et dépenses publiques

- Demander au citoyen à quel niveau il peut payer l'impôt et il veut payer l'impôt pour faire fonctionner le service public
- Arrêter de payer des audits à prix d'or

Démocratie et citoyenneté

- En ce qui concerne la réforme des retraites appliquer l'article 11 de la constitution
- Donner aux citoyens les informations et des moyens de comprendre les conséquences des décisions politiques
- Les évolutions ne correspondent pas aux attentes : prendre en compte ce qui s'est dit par rapport aux besoins de service public

Transition écologique

- Dans les décisions prises, l'écologie et la justice sociale devraient primer.

Il n'y a eu aucune Contribution écrite
--